

DEKRA Industrial SAS
AGENCE PARIS PETITE COURONNE
Centre d'affaires LA BOURSIDIÈRE
Rue de la Boursidière
92350 LE PLESSIS ROBINSON
Tel : 01.55.48.23.22

Maître d'ouvrage :
M Louis JEAN-BRIONES
MINISTÈRE DES ARMÉES - MINDEF-SGA-ESID
8 Avenue du Président J.F. Kennedy
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE



Hôtel National des Invalides- Réfection de la Cour d'Honneur : Accessibilité aux engins de secours et aménagements des cheminements PSH - 75007 Paris

Ouvrage(s) : | La cour d'honneur

Rapport Initial de Contrôle Technique en phase Avant projet détaillé

Maître d'Ouvrage :

MINISTÈRE DES ARMÉES - MINDEF-SGA-ESID
8 Avenue du Président J.F. Kennedy
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

Mission concernée :

Hand, L*, LE, S*

Nature des travaux :

Travaux de mise en accessibilité

Etabli par :

BOUBEKEUR ACHI



Validé par :

JULIEN SHEN

Ingénieur généraliste



Référence : **54207753/2**

Nombre de pages : 30

Date : 1 août 2024



* Activités couvertes par l'accréditation COFRAC
Accréditation n° 3-105
Liste des implantations et portées disponibles sur www.cofrac.fr

DEKRA Industrial SAS.
Siège Social : PA Limoges Sud Orange, 19 rue Stuart Mill, CS 70308, 87008 LIMOGES Cedex 1
www.dekra-industrial.fr - N°TVA FR 44 433 250 834
SAS au capital de 25 060 000 € - SIREN 433 250 834 RCS LIMOGES - NAF 7120 B



SOMMAIRE

1	DONNÉES GÉNÉRALES	3
1.1	OBJET DU RAPPORT	3
1.2	IDENTIFICATION DES INTERVENANTS	3
1.3	DESCRIPTION DE L'OPÉRATION	4
1.4	ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT	5
1.5	AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS	6
1.6	CLASSEMENT	6
1.7	FORMULATION DES AVIS	8
1.8	LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS	9
2	AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ.....	10
2.1	RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS	10
2.2	RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE	12
2.3	ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES	22
2.4	ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE.....	26



1 DONNÉES GÉNÉRALES

1.1 OBJET DU RAPPORT

Le présent rapport a été établi par DEKRA Industrial dans le cadre de la mission Hand + L + LE + S de contrôle technique de construction qui lui a été confiée par le maître de l'ouvrage.

Ce rapport rend compte des avis et observations formulés à l'issue de l'examen des documents de conception qui lui ont été fournis.

Lorsque ces documents sont destinés à la consultation des entreprises, il constitue tout ou partie du Rapport Initial de Contrôle Technique tel que prévu à l'article 4.2 de la norme NF P 03 100. La diffusion du présent rapport « in extenso » aux entreprises consultées ou retenues pour la réalisation des travaux est à la charge du maître de l'ouvrage.

1.2 IDENTIFICATION DES INTERVENANTS

DONNEUR D'ORDRE

MINISTERE DES ARMEES - MINDEF-SGA-ESID
8 Avenue du Président J.F. Kennedy
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE

MAITRE D'OUVRAGE

MINISTERE DES ARMEES - MINDEF-SGA-ESID
8 Avenue du Président J.F. Kennedy
78100 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE



1.3 DESCRIPTION DE L'OPÉRATION

- **Adresse du chantier :** **129, RUE DE GRENELLE
75700 PARIS SP 07**
- **Nature et objet des travaux :**

Résumé du programme de travaux

Les objectifs du projet sur la cour d'honneur des Invalides sont les suivants :

- Le renforcement de la portance de la structure du site pour l'intervention d'engins de secours lourds.
- La mise en accessibilité pour tous des itinéraires d'accès piétons.
- L'amélioration de la gestion des eaux pluviales.

Description du site

Zone inondable : non

Présence d'avoisinant : oui

Intervention dans l'existant : oui

Référence de l'étude géotechnique : Rapport G2AVP N°E.24.5543

Les fondations préconisées par le géotechnicien sont de type : Renforcement de la portance de la structure du site pour l'intervention d'engins de secours lourds.

En raison de la nature des sols, le géotechnicien n'autorise pas la réalisation de dallage.

Description des bâtiments

La cour d'honneur

Nombre d'étages au-dessus du rez-de-chaussée : 2



➤ Classement des locaux

Locaux à risques particuliers :

Incendie	Sans objet
Explosion	Sans objet
Choc électrique	Poste de transformation

Installations classées :

Néant

1.4 ÉTENDUE DE LA MISSION ET DU PRÉSENT RAPPORT

Les avis que nous exprimons dans ce rapport, le sont pour un ouvrage achevé. Ces avis sont émis pour répondre, dans un cadre normatif ou réglementaire, au projet du maître d'ouvrage.

En l'état actuel du projet, les documents sur lesquels nous nous sommes prononcés correspondent : à des choix de principes constructifs, des mises au point techniques et études préalables à l'émission de documents d'exécution complets et précis.

Avant toute réalisation de partie d'ouvrage, il devra nous être communiqué l'étude d'exécution complète du lot à réaliser, avec toutes les justifications d'usages ou réglementaires. Préalablement le dossier d'exécution aura reçu l'approbation du maître d'œuvre, conformément à la norme NF P 03-100.

Pour nous prononcer valablement sur une étude d'exécution caractérisant l'ouvrage achevé, il est indispensable que l'ensemble des documents définissant la totalité des parties d'ouvrages à réaliser pour le lot concerné nous soit communiqué, conformément à la Norme NF P 03-100.

Les études d'adaptations en cours de travaux (documents indicés successivement), ne seront examinées qu'à titres exceptionnels et justifiés, en effet nos avis émis en cours d'exécution, concernent uniquement en phase réalisation des projets complets et parfaitement aboutis en phase conception.

Dans le cas où, pour des raisons diverses, le mode constructif ou bien le choix de la technique à mettre en œuvre initialement étudié en phase conception changent, nous proposerons au maître d'ouvrage, un avenant à notre mission initiale.

Le maître d'ouvrage nous a confié les missions suivantes limitées aux travaux
Précédemment décrit :

Mission LE : relative à la solidité des existants

Mission L : relative à la solidité des ouvrages et des équipements indissociables

Mission S : relative à la sécurité des personnes dans les constructions

Mission Hand : relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées



➤ **Limites d'intervention sur existants :**

Au titre de la mission LE, le contrôle technique vise la prévention des risques induits par la réalisation des ouvrages et éléments d'équipements neufs sur la solidité des parties anciennes de l'ouvrage. La solidité des parties d'ouvrages existantes non affectées par les travaux n'est pas visée par le contrôle technique LE, mais pourrait faire l'objet d'une mission de diagnostic spécifique.

Au titre de la mission LP, le contrôle technique vise la prévention des risques sur la solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables neufs; il inclut un examen, au regard de la stabilité de ces ouvrages neufs, de la compatibilité du programme de travaux avec l'état des existants, mais ne comprend ni diagnostic préalable des existants, ni le contrôle de la solidité des existants (celui ci pouvant faire l'objet de la mission LE).

1.5 AVIS DES SERVICES COMPÉTENTS

➤ **Prescriptions du Permis de Construire ou de l'autorisation de travaux**

Les avis des Services Administratifs concernés et notamment ceux de la Commission de Sécurité compétente doivent être impérativement pris en compte .

Les prescriptions particulières annexées au Permis de construire ou à l'autorisation de travaux ne nous ont pas été transmises.

1.6 CLASSEMENT

La cour d'honneur

Etablissement recevant du public :

Catégorie : 1

Type(s) et / ou activité(s) principale(s) : Y - Musées

Type(s) et / ou activité(s) secondaire(s) : L - Salles à usage d'audition, de conférences, de réunions, de spectacles, ou usages multiples; M - Magasins de vente, centres commerciaux; N - Restaurants et débits de boissons; PS - Parcs de stationnement couverts; S - Bibliothèque, centres de documentation et de consultation d'archives; U - Etablissements de soin; V - Etablissements de culte; W - Administrations, banques, bureaux; X - Etablissements sportifs couverts

Le plancher bas du niveau le plus haut accessible au public se situe à moins de 8 m du niveau d'accès des services de secours.

Présence de locaux à sommeil : non

Etablissement pénitentiaire : non

Classement incendie :

Source de classement : Déclaration du chef d'établissement

Référence : 54207753/2

Hôtel National des Invalides - Cour d'honneur- Réfection de la Cour d'Honneur - 75007 Paris



Travaux réalisés avec autorisation (PC, AT, ...) : non

Date du référentiel applicable prise par hypothèse en l'absence d'autorisation administrative :
12/02/2024

Classement vis-à-vis de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite :

Etablissement recevant du public situé dans un cadre bâti existant.



1.7 FORMULATION DES AVIS

La signification des abréviations utilisées est précisée ci-après :

- **F : avis favorable**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception sont satisfaisantes. L'avis de principe est formulé sur la base des documents communiqués, sa portée est conditionnée par le degré de précision de ces documents.
- **S : avis suspendu**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception doivent être complétées. Les éléments d'information fournis sont insuffisants pour émettre un avis favorable sur les principes indiqués au CCTP, il y aura donc lieu d'apporter à DEKRA Industrial les compléments d'information nécessaires, faute de quoi notre avis devra être considéré comme défavorable.
- **D : avis défavorable**
Les dispositions techniques de principe envisagées au stade conception ne sont pas satisfaisantes et doivent être impérativement modifiées.
Il peut s'agir par exemple d'une disposition non conforme par rapport aux dispositions réglementaires ou aux règles de l'art, ou d'un risque aggravé de sinistralité.
- **SO : sans objet ou non applicable**
Les dispositions techniques citées dans le référentiel d'examen ne rentrent pas dans le cadre du projet examiné.
Cet avis est notamment formulé en sécurité des personnes, pour les réaménagements de bâtiments existants pour les parties de l'établissement non modifiées par les travaux
- **PM : pour mémoire**
La disposition concernée ne donne pas lieu à formulation d'un avis dans le cadre du document fourni au maître d'ouvrage : il s'agit en général d'une définition ou d'un rappel.
- **HM : hors mission**
La rubrique ou partie de rubrique concernée ne fait pas partie de notre mission. DEKRA Industrial attire l'attention du Maître d'ouvrage et des constructeurs sur ce point.
- **AC : autorités compétentes**
Les dispositions concernées nécessitent l'accord des autorités compétentes.
- **RS : rapport spécifique**
La disposition concernée est analysée dans un autre document.

La responsabilité de DEKRA Industrial ne peut être recherchée pour une mauvaise conception ou exécution d'ouvrages dont les documents ne lui ont pas été transmis ou d'ouvrages utilisés pour des destinations qui ne lui ont pas été signalées. Il en est de même pour des dommages liés à la non prise en considération de nos avis.

Les constructeurs seront donc particulièrement attentifs à diffuser leurs documents d'exécution et justificatifs ainsi qu'à prendre en compte les modifications ou dispositions complémentaires que nos avis pourraient révéler nécessaires.

Les résultats des auto-contrôles menés par les constructeurs concernant l'exécution de l'ensemble des ouvrages des différents corps d'état seront à nous transmettre au fur et à mesure de l'avancement du chantier.

Sur chantier, l'examen des ouvrages et éléments d'équipement est effectué sur les parties visibles et accessibles au moment de l'intervention du contrôleur technique, qui ne procède à aucun démontage ou sondage destructif.



1.8 LISTE DES DOCUMENTS EXAMINÉS

DOCUMENTS	INDICE
20240625_INVALIDES _COUR D'HONNEUR _PLANNING AVP	
HNI - Accessibilité cour d'honneur - AVP - Documents graphique	
HNI - Accessibilité cour d'honneur - AVP - Rapport	
Invalides_CDH_AVP_CapVert_240626	
Rapport E24-5543 - Hotel National des Invalides - cour d'Honneur - PARIS 7ème (75)	
RapportCourD'Honneur	



2 AVIS SUR LE DOSSIER EXAMINÉ

2.1 RÉCAPITULATIF DES AVIS ET OBSERVATIONS

N°	POINTS EXAMINÉS	COMMENTAIRES	AVIS
RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE			
Arrêté du 25 Juin 1980 modifié: dispositions générales, établissements du 1er groupe			
1	Article GN 1 Classement des établissements	L'Hôtel National des Invalides (H.N.I.) est un Etablissement Recevant du Public de type Y de 1er catégorie, comprenant des activités secondaires de type U,L,M,N,S,V,W,X et PS. Les documents justifiant ce classement seront à nous transmettre.	S
2	Article GN 4 Procédure d'adaptation des règles de sécurité	Le retour des autorités compétentes concernant les travaux sera à nous communiquer.	S
3	Article GN 14 Conformité aux normes essais de laboratoires	Les certificats CE/NF des équipements concernés seront à nous fournir.	S
4	Article GE 7 Conditions d'application	La déclaration des travaux accompagnée des avis des différents services administratifs consultés est à nous transmettre.	S
ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE			
Analyse par ouvrages et éléments d'équipements			
5	Géologie, stabilité du site	Le rapport géotechnique G2PRO sera à nous transmettre.	S
6	Analyse de l'étude de sol	D'après le rapport géotechnique transmis (Mission G1+G2 Phase AVP) N° E.24.5543 établi le 06/06/2024: <u>1) Nature, nombre, implantation et profondeur des sondages</u> : Les sondages réalisés :	S



N°	POINTS EXAMINES	COMMENTAIRES	AVIS
		<ul style="list-style-type: none">- Carroté (SC1) avec profondeur de 3 m/TN- Pressiométrique : SP1, SP2, SP3 et SP4 avec une profondeurs de 8 m/TN . <p>==> Il conviendra de nous transmettre le rapport G2PRO confirmant les résultats de la mission G2AVP .</p> <p>2) Hydrogéologie: Aucun piézomètre n'a été installé, de ce fait les circulation d'eau n'ont pas pu etre détecté</p> <p>==> Il conviendra de nous fournir une étude hydrogéologie sur le terrain concerné précisant le niveau de la nappe phréatique.</p> <p>3) Faciès géologiques :</p> <ul style="list-style-type: none">- Remblais : Sable légèrement limoneux voir légèrement argileux marron gris beige à cailloux et blocs- Alluvions anciennes de la seine: Sable à sables et graviers de silex marron à marron beige jaunâtre en tête à beige jaunâtre plus en profondeur . <p>==> Il conviendra de nous transmettre le rapport G2PRO confirmant les résultats de la mission G2AVP .</p>	



2.2 RISQUE D'INCENDIE DANS UN ERP DU 1er GROUPE

Arrêté du 25 Juin 1980 modifié: dispositions générales, établissements du 1er groupe

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p>Livre 1 DISPOSITIONS APPLICABLES A TOUS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC</p> <p><i>Chapitre 1</i> <i>CHAPITRE UNIQUE</i></p> <p>Section 1 Classement des établissements</p> <p>Article GN 1 Classement des établissements</p> <p>Article GN 2 Classement des groupements d'établissements ou des établissements en plusieurs bâtiments voisins non isolés entre eux</p> <p>Article GN 3 Classement des groupements d'établissements et des établissements en plusieurs bâtiments isolés entre eux</p>	<p>L'Hôtel National des Invalides (H.N.I.) est un Etablissement Recevant du Public de type Y de 1er catégorie, comprenant des activités secondaires de type U,L,M,N,S,V,W,X et PS. Les documents justifiant ce classement seront à nous transmettre.</p>	<p>S</p> <p>SO</p> <p>SO</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Section 2 Adaptation des règles de sécurité et cas particuliers d'application du règlement		
Article GN 4 Procédure d'adaptation des règles de sécurité	Le retour des autorités compétentes concernant les travaux sera à nous communiquer.	S
Article GN 5 Etablissement comportant des locaux de types différents		SO
Article GN 6 Utilisations exceptionnelles des locaux	Concerne l'exploitant	PM
Article GN 7 Etablissements situés dans les immeubles de grande hauteur		SO
Article GN 8 Principes fondamentaux de conception et d'exploitation d'un établissement pour tenir compte des difficultés rencontrées lors de l'évacuation		F
Article GN 9 Aménagement d'un établissement nouveau dans des locaux ou bâtiments existants		SO
Article GN 10 Application du règlement aux établissements existants		F
Section 3 Contrôles des établissements		
Article GN 11 Notification des décisions		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article GN 12 Justification des classements de comportement au feu des matériaux et éléments de construction		SO
Section 4 Travaux		
Article GN 13 Travaux dangereux	Concerne l'exploitant	PM
Section 5 Normalisation		
Article GN 14 Conformité aux normes essais de laboratoires	Les certificats CE/NF des équipements concernés seront à nous fournir.	S
Section 6 Structures provisoires et démontables		
Article GN 15 Réglementation applicable aux structures provisoires et démontables	ces structures sont soumises à l'arrêté du 25/07/2022	PM
LIVRE II DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS DES QUATRE PREMIÈRES CATÉGORIES		
Titre 1 DISPOSITIONS GENERALES		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>Chapitre 1 GENERALITES</i>		
Article GE 1 Objet		PM
Section 1 Contrôle des établissements		
Article GE 2 Dossier de sécurité		PM
Article GE 3 Visite de réception	A la demande d'autorisation d'ouverture	PM
Article GE 4 Visites périodiques	Concerne l'exploitant	PM
Article GE 5 Avis relatif au contrôle de la sécurité	Concerne l'exploitant	PM
Section 2 Vérifications techniques		
Article GE 6 Généralités		PM
<u>Sous section 1</u> <u>Vérifications techniques assurées par</u> <u>des organismes agréés par le ministre</u> <u>de l'intérieur</u>		
Article GE 7 Conditions d'application	La déclaration des travaux accompagnée des avis des différents services administratifs consultés est à nous transmettre.	S



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Article GE 8 Types de vérification		PM
Article GE 9 Rapports de vérifications		F
<u>Sous Section 2</u> <u>Vérifications techniques pouvant être assurées par des techniciens compétents</u>		
Article GE 10 Obligations des techniciens compétents lors des vérifications		PM
 <i>Chapitre 2</i> CONSTRUCTION		
Section 1 Conception et desserte des bâtiments		SO
Section 2 Isolement par rapport aux tiers		SO
Section 3 Résistance au feu des structures		SO
Section 4 Couvertures		SO
Section 5 Façades		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Section 6 Distribution intérieure et compartimentage		SO
Section 7 Locaux non accessibles au public, locaux à risques particuliers		SO
Section 8 Conduits et gaines		SO
Section 9 Dégagements		SO
Section 10 Tribunes		SO
<i>Chapitre 3</i> <i>AMENAGEMENTS INTERIEURS,</i> <i>DECORATION ET MOBILIER</i>		SO
<i>Chapitre 4</i> <i>DESENFUMAGE</i>		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>Chapitre 5</i> <i>CHAUFFAGE, VENTILATION,</i> <i>REFRIGERATION, CLIMATISATION,</i> <i>CONDITIONNEMENT D'AIR ET</i> <i>INSTALLATION D'EAU CHAUDE</i> <i>SANITAIRE</i>		SO
<i>Chapitre 6</i> <i>INSTALLATIONS AUX GAZ</i> <i>COMBUSTIBLES ET AUX</i> <i>HYDROCARBURES LIQUEFIES</i>		SO
<i>Chapitre 7</i> <i>INSTALLATION ELECTRIQUE</i>		SO
<i>Chapitre 8</i> <i>ECLAIRAGE</i>		SO
<i>Chapitre 9</i> <i>ASCENSEURS, ESCALIERS</i> <i>MECANIQUES ET TROTTOIRS</i> <i>ROULANTS</i>		SO
<i>Chapitre 10</i> <i>INSTALLATIONS D'APPAREILS DE</i> <i>CUISSON DESTINES A LA</i> <i>RESTAURATION</i>		SO



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>Chapitre 11</i> MOYENS DE SECOURS CONTRE L'INCENDIE		SO



Arrêté du 12 juin 1995 modifié - Dispositions particulières Type Y

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p>LIVRE II</p> <p>DISPOSITIONS APPLICABLES</p> <p>AUX ÉTABLISSEMENTS DES</p> <p>QUATRE PREMIÈRES</p> <p>CATÉGORIES</p>		
<p>TITRE II</p> <p>DISPOSITIONS PARTICULIÈRES</p>		
<p><i>CHAPITRE XIII</i></p> <p><i>ÉTABLISSEMENTS DU TYPE Y</i></p>		
<p>Section 1</p> <p>Généralités</p>		
<p>Article Y 1</p> <p>Établissements assujettis</p>	Voir article GN1.	PM
<p>Article Y 2</p> <p>Calcul de l'effectif</p>	Voir article GN1.	PM
<p>Section 2</p> <p>Construction</p>		SO
<p>Section 3</p> <p>Dégagements</p>		SO
<p>Section 4</p> <p>Aménagements</p>		SO





2.3 ACCESSIBILITÉ DES CONSTRUCTIONS AUX PERSONNES HANDICAPÉES

CCH et arrêté du 8 décembre 2014 modifié - Accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public situés dans un cadre bâti existant et des installations existantes ouvertes au public

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Code de la Construction et de l'Habitation, titre VI, chapitre IV	Dispositions applicables aux établissements recevant du public existants ou créés dans un cadre bâti existant ou aux installations ouvertes au public existantes.	PM
ARTICLE R. 164-1 DEFINITIONS ET OBLIGATIONS	L'arrêté du 8 décembre 2014 est pris en application pour les demandes de permis de construire et demandes d'autorisations de construire, aménager ou modifier un établissement recevant du public déposées à compter du 1 ^{er} janvier 2015.	PM
ARTICLES 2 à 19 DE L'ARRETE DU 8 DECEMBRE 2014 MODIFIE	Les articles 2 à 20 de l'arrêté du 8 décembre 2014 définissent les règles techniques d'accessibilité applicables aux ERP situés dans un cadre bâti existant et aux installations ouvertes au public existantes.	



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
GENERALITES	<p>Les obligations définies ci-dessous, sont à respecter afin d'assurer l'accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public ainsi que leurs abords.</p> <p>Il est à noter que certains points de la réglementation, visant notamment les handicaps sensoriels, ne font pas encore l'objet de référentiel technique commun précis. Les avis correspondants portés au présent rapport sont donc établis selon l'appréciation propre du contrôleur, au vu des dispositions présentées, sans préjuger d'interprétation contraire.</p> <p>Nous attirons votre attention sur les valeurs dimensionnelles indiquées dans le présent rapport qui sont des valeurs limites : minimales (exemple: largeur de passage, etc.) ou maximales (exemple : degré des pentes, etc.). En conséquence, nous conseillons d'intégrer une tolérance à la conception pour tenir compte des aléas de la réalisation afin d'être assuré du respect de ces valeurs limites réglementaires à l'issue de l'exécution. Nous rappelons que seule la mesure sur l'ouvrage fini comptera.</p>	PM
CHEMINEMENTS EXTERIEURS	<p>Un cheminement accessible permet d'accéder à l'entrée principale, ou à une des entrées principales, des bâtiments depuis l'accès au terrain.</p> <p>Dès lors qu'une entrée principale ne peut pas être rendue accessible selon les dispositions prévues à l'article 4, l'accessibilité d'une entrée dissociée peut être envisagée. Cette entrée est signalée et ouverte à tous en permanence pendant les heures d'ouverture.</p> <p>Lorsque les caractéristiques du terrain ne permettent pas la réalisation d'un cheminement accessible depuis l'extérieur du terrain, un espace de stationnement adapté tel que défini à l'article 3 est prévu à proximité d'une entrée accessible du bâtiment et se trouve relié à celle-ci par un cheminement accessible.</p>	
<u>Repérage et guidage</u>		
Signalisation adaptée		
A l'entrée du terrain		PM
A proximité des places de stationnement		PM



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
A chaque choix d'itinéraire		PM
Revêtement de sol du cheminement		
Soit un contraste visuel et tactile par rapport à son environnement		PM
Soit un repère continu et tactile sur toute sa longueur et visuellement contrasté		PM
Si des bandes de guidage sont installées, elles respectent l'annexe 6 de l'arrêté (ou norme NF P 98-352:2015)		PM
<u>Caractéristiques dimensionnelles</u>		
Profil en long		
Horizontal et sans ressaut		F
Profil en travers		
Largeur > = 1,20 m, hors obstacles		F
Retrécissement ponctuel : largeur > = 0,90 m sur une faible longueur		PM
Eviter la stagnation de l'eau		PM
Dévers < = 3%		PM
Espaces à aménager le long du cheminement		
Espace d'usage : devant chaque équipement ou aménagement		PM
<u>Sécurité d'usage</u>		
Sol non meuble, non glissant, non réfléchissant et sans obstacle à la roue		F



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Trous ou fentes avec une largeur ou diamètre ≤ 2 cm		PM
Si le cheminement est bordé à une distance $< 0,90$ m par une rupture de niveau $> 0,40$ m, alors nécessité d'un dispositif de protection		PM
En cas de travaux sur le cheminement, s'il est bordé à une distance $< 0,90$ m par une rupture de niveau $> 0,25$ m, alors nécessité d'un dispositif de protection pour alerter		PM
Dispositif d'éclairage	Le dispositif d'éclairage doit répondre aux exigences du § ECLAIRAGE ci-après.	PM
Feux tricolores : Si installés ou renouvelés, feux tricolores équipés de répéteurs de phase suivant annexe 8 de l'arrêté (ou suivant norme NF S 32-002:2004)		PM
SORTIES	Les sorties accessibles doivent être facilement repérées, atteintes et utilisées et correspondre à un usage normal du bâtiment.	
<u>Repérage</u>		
Repérage possible en tout point :		
Soit directement		PM
Soit par une signalétique adaptée différente de celle des issues de secours		PM



2.4 ALEAS RELATIFS A LA SOLIDITE

Analyse par ouvrages et éléments d'équipements

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	AVIS
<p><i>SOLIDITÉ DES OUVRAGES ET ÉLÉMENTS D'ÉQUIPEMENTS INDISSOCIABLES</i></p> <p>Définition générale suivant la norme NF P 03-100</p> <p>Obligation des acteurs de l'acte de construire</p>	<p>Les aléas techniques à la prévention desquels le contrôle technique contribue au titre de la mission de base L, sont ceux qui, découlant de défauts dans l'application des textes techniques à caractère réglementaire ou normatif, sont susceptibles de compromettre la solidité de la construction achevée ou celle des ouvrages et éléments d'équipement indissociables qui la constituent.</p> <p>Cette mission de base peut, suivant demande du Maître d'Ouvrage, être complétée par une ou des missions complémentaires relatives à la solidité.</p> <p>Suivant le Code de la construction et de l'Habitation, le contrôleur technique doit s'assurer que les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792.1 du Code Civil (architecte, BET, entreprises,...) s'effectuent de manière satisfaisante.</p> <p>A ce titre, il est rappelé que les entreprises soumissionnaires doivent présenter dans leur offre, le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">1 - L'identification du responsable des vérifications techniques.2 - Les procédures de vérifications de la validité des documents techniques établis.3 - Les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés.4 - La nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et/ou bons de livraison, fiches de contrôle d'exécution, procès-verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc...).	<p>PM</p> <p>PM</p>



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Expression des avis sur l'ouvrage	<p>Dans le cadre de sa mission, le contrôleur technique est amené à formuler des avis sur l'ouvrage, ou sur des parties d'ouvrage, plutôt que sur des produits isolés. L'appréciation éventuelle portée par le contrôleur technique sur le choix, par le prescripteur, d'un matériau ou d'une fourniture, n'est formulée qu'au regard de la capacité supposée de ce produit à conférer à l'ouvrage les caractéristiques requises.</p> <p>Le prescripteur reste bien sur libre de proposer tout produit similaire bénéficiant de justificatifs techniques équivalents, et ne remettant pas en cause les caractéristiques requises de l'ouvrage.</p> <p>Pour rappel des spécifications communes aux DTU, lorsqu'un DTU demande la mise en oeuvre de produits ou procédés couverts par un avis technique du CSTB, ou un DTA, ou une certification de produit, l'entreprise ne peut proposer de produits variants bénéficiant d'autres modes de preuve, attestés par organismes accrédités ou assimilés, en vigueur dans d'autres pays de l'espace économique européen, que si elle est en mesure d'apporter au maître d'ouvrage tous les éléments de preuve nécessaires à l'appréciation de l'équivalence (au moins un mois avant tout acte constituant un début d'approvisionnement). Il appartient alors au maître d'ouvrage d'accepter ou de refuser l'équivalence du produit proposé.</p>	PM
CONCEPTION D'ENSEMBLE		
Géologie, stabilité du site	Le rapport géotechnique G2PRO sera à nous transmettre.	S
V.R.D.		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<p>Voirie (composition structure de chaussée ; hypothèses de trafic ; essais validant la mise en œuvre)</p>	<p>D'après le rapport de Capvert ingénierie (Réfection de la Cour d'Honneur Accessibilité aux engins de secours et aménagements des cheminements PSH Phase AVP)</p> <p>Les relevés techniques ont démontré un sol relativement compact mais avec un comportement géomécanique hétérogène générant des risques de tassements et de déformation.</p> <p>Sol Projet préconise :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le décapage du sol en place sous les pavés sur une épaisseur de 80cm.- Le compactage soigné de l'arase avec un EV2 >35 MPa.- La réalisation d'une couche de forme en grave (D21 et/ou D31) sur 60cm d'épaisseur, en 3 couches, séparées par du géotextile de renforcement.- Une plateforme finale avec les caractéristiques suivantes :<ul style="list-style-type: none">- EV2 > 80 MPa- Kw > 50 MPa- EV2/EV1 < 2,2. <p>Dans le cas de la Cour d'Honneur, les paramètres pris en compte sont :</p> <ul style="list-style-type: none">- Le trafic poids lourds : Pour le site HNI, la classe de trafic prise en compte dans le dimensionnement est une classe de trafic T5 (de 0 à 25 PL/j/sens).- L'état des sols naturels en place : Le rapport d'ABROTEC sur l'auscultation de voirie du site préconise une reconstitution de la couche de forme par apport de matériaux sélectionnés après purge des argiles plastiques rencontrées lors des sondages. <p>Cette préconisation est validée par l'étude récente de Sol Projet.</p>	F
<p><i>Dispositions favorables :</i></p>	<p>- Invalides_CDH_AVP_CapVert_240626.</p>	
<p>FONDATIONS / INFRASTRUCTURES / SOUTÈNEMENTS / DALLAGES / EAUX SOUTERRAINES</p>		



POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
Analyse de l'étude de sol	<p>D'après le rapport géotechnique transmis (Mission G1+G2 Phase AVP) N° E.24.5543 établi le 06/06/2024:</p> <p><u>1) Nature, nombre, implantation et profondeur des sondages :</u> Les sondages réalisés :</p> <ul style="list-style-type: none">- Carroté (SC1) avec profondeur de 3 m/TN- Pressiométrique : SP1, SP2, SP3 et SP4 avec une profondeurs de 8 m/TN . <p>==> Il conviendra de nous transmettre le rapport G2PRO confirmant les résultats de la mission G2AVP .</p> <p><u>2) Hydrogéologie:</u> Aucun piézomètre n'a été installé, de ce fait les circulation d'eau n'ont pas pu etre détecté ==> Il conviendra de nous fournir une étude hydrogéologie sur le terrain concerné précisant le niveau de la nappe phréatique.</p> <p><u>3) Faciès géologiques :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- Remblais : Sable légèrement limoneux voir légèrement argileux marron gris beige à cailloux et blocs- Alluvions anciennes de la seine: Sable à sables et graviers de silex marron à marron beige jaunâtre en tête à beige jaunâtre plus en profondeur . <p>==> Il conviendra de nous transmettre le rapport G2PRO confirmant les résultats de la mission G2AVP .</p>	S



Analyse par missions

POINTS EXAMINES	OBSERVATIONS	Avis
<i>SOLIDITE DES EXISTANTS</i>		
Définition générale de la mission	Les aléas techniques que le contrôleur technique a pour mission de contribuer à prévenir sont ceux qui, découlant de la réalisation des ouvrages et éléments d'équipement neufs, sont susceptibles de compromettre, dans les constructions achevées, la solidité des parties anciennes de l'ouvrage.	PM
<i>COMPATIBILITE DU PROGRAMME DE TRAVAUX AVEC L'ETAT DES EXISTANTS</i>		
Constat d'état des lieux, études et diagnostics fournis par le Maître d'Ouvrage		F
Examen visuel préalable aux travaux en l'absence de communication de résultat d'études de diagnostic et état des lieux		PM
Examen du programme de travaux en lien avec l'état des existants.		F
<i>EXAMEN DES TRAVAUX DE RENFORCEMENT</i>		
Plans et notes justificatives des ouvrages renforcés – ouvrages finalisés		SO